

Halte aux massacres : appel unitaire pour une paix juste et durable

L'escalade meurtrière est en cours. Suite à l'attaque du Hamas du 7 octobre et les inacceptables prises d'otages et assassinats de civil·es, le rouleau compresseur de l'armée israélienne met en péril la vie des 2,5 millions de Gazaoui·es. Sans eau, sans électricité, sans carburant, la vie à Gaza devient impossible.

Nous exprimons notre plus grande solidarité avec les victimes civiles d'Israël et de Palestine. Avec les organisations pacifistes et de défense des droits humains en Israël et en Palestine, **nous dénonçons les crimes contre les civil·es commis par le Hamas et ceux commis par Israël en représailles.**

Il y a urgence :

- à arrêter ces massacres,
- à un cessez-le-feu,
- à la libération des otages,
- à s'opposer au crime humanitaire que constitue l'action militaire du gouvernement d'Israël avec le siège total, les bombardements et l'offensive terrestre contre la bande de Gaza.

Outre les conséquences immédiates pour des millions de civil·es, c'est la possibilité d'une paix juste et durable pour toutes celles et ceux qui vivent dans cette région du monde qui s'éloigne encore.

Il faut rouvrir le chemin de la paix pour les Israélien·nes et les Palestinien·nes !

Poursuivre cet objectif implique de faire respecter les résolutions de l'ONU et le droit international : **reconnaissance de l'État de Palestine, démantèlement des colonies et retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens, levée du blocus contre Gaza en place depuis 2007.** À ce titre, nous dénonçons l'attitude de la France et de l'UE qui n'agissent pas contre les choix politiques des gouvernements Israéliens successifs qui ne respectent pas le droit international avec la colonisation des territoires occupés et ce que les rapporteurs de l'ONU qualifient d'apartheid tout comme par exemple Amnesty International ou l'ONG israélienne B'Tselem.

Nous dénonçons le gouvernement Français qui instrumentalise l'émotion légitime que nous ressentons toutes devant l'horreur pour désigner des ennemis de l'intérieur et s'attaquer aux libertés fondamentales notamment celle de manifester.

Nous appelons à un rassemblement en solidarité avec toutes les victimes et pour une paix juste et durable le jeudi 9 novembre, à 18h30, place de la Mairie à Poitiers.

